



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

**Arrêté préfectoral n° BCTE 2018/87 du 9 juillet 2018 portant mise en demeure  
à la SAS G'IMPRIM de respecter la réglementation en matière de rejets  
de composés organiques volatils pour son usine d'impression de films plastiques  
implantée ZI Les Taillas à Sainte Sigolène**

*Le Préfet de la Haute-Loire  
Chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur,  
Chevalier dans l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement et notamment son livre I et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

VU la Directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu le décret du président de la république du 9 août 2017 portant nomination de Monsieur Yves ROUSSET en qualité de préfet de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°B3/2011-163 du 2 août 2011 autorisant la SAS G'Imprim à exploiter une unité d'impression sur films polyéthylène sur la commune de Sainte Sigolène - ZI Les Taillas ;

VU le rapport de contrôle de l'inspection des installations classées du 22 Juin 2017 suite à une visite d'inspection le 30 mars 2017 ;

VU le courrier du 31 janvier 2018 portant annonce d'un contrôle inopiné, prévu au cours de l'année 2018 ;

VU le rapport n°10246808-001-1 de contrôle inopiné effectué par l'Apave le 22 mars 2018 ;

VU la lettre de suite du 12 avril 2018 portant renouvellement des demandes de l'inspection des installations classées faites dans le rapport de contrôle du 22 Juin 2017 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au courrier susvisé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 juin 2018 ;

CONSIDÉRANT que la SAS G'IMPRIM exploite une unité d'impression sur films polyéthylène implantée ZI Les Taillas à Sainte Sigolène générant des émissions de composés organiques volatils ;

CONSIDÉRANT que la réduction des émissions de composés organiques volatils doit faire l'objet de mesures techniques tels qu'un schéma de maîtrise des émissions ou un traitement avant rejet ;

CONSIDÉRANT les risques liés au fonctionnement du système de récupération des solvants (notamment la prise en compte du risque incendie dû à un échauffement du système ou à une fuite de solvants) ;

CONSIDÉRANT que le système de traitement des composés organiques volatils retenu est différent de celui présenté dans l'étude d'impact initiale ;

CONSIDÉRANT que la SAS G'Imprim, au vu des 2 analyses réalisées en 2017 et 2018 sur ses émissions dans l'air en sortie de traitement, ne respecte pas les valeurs limites de rejet en matière de composés organiques volatils ;

CONSIDÉRANT les dangers et inconvénients générés par ce non-respect des prescriptions réglementaires pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que lorsque l'inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

*SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Haute-Loire ;*

**Article 1** - La SAS G'IMPRIM est mise en demeure de réduire les rejets de composés organiques volatils de son usine d'impression sur films polyéthylène implantée ZI Les Taillas à Sainte Sigolène, sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, afin de respecter les prescriptions des articles 3.2.1. et 3.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°B3/2011-163 du 2 août 2011.

**Article 2** - La SAS G'IMPRIM est mise en demeure d'aménager la partie amont de son oxydateur afin de respecter les prescriptions des articles 3.2.1. et 3.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°B3/2011-163 du 2 août 2011 faisant référence aux normes NF 44-052 et EN 13284-1 de son usine d'impression sur films polyéthylène implantée ZI Les Taillas à Sainte Sigolène, sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 3** - En application de l'article 1.5.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 2 août 2011, la SAS G'IMPRIM est mise en demeure de réaliser une mise à jour de l'étude des dangers et de l'étude d'impact de son usine d'impression sur films polyéthylène implantée ZI Les Taillas à Sainte Sigolène, sous un délai de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**Article 4** - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées ci-avant, l'exploitant sera, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, passible des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code susvisé.

**Article 5** - Le présent arrêté est contestable devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand pendant un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 6** - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le chef de l'unité interdépartementale Loire - Haute-Loire délégué de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS G'IMPRIM, dont le siège social est situé rue du Calvaire à Sainte-Sigolène.

Au Puy en Velay, le 9 juillet 2018



Yves ROUSSET